

Procès-verbal de l'appel vidéo des SBUSP du 13 juillet 2021

Sujet:

Les entreprises en faveur de la réduction des méfaits : une discussion avec EACH+EVERY

Participant·es: 49

Présentateur·trices:

- Habeebah Adelman, étudiante travaillant avec EACH+EVERY pendant l'été
- Shanika Abeyasinghe, cofondatrice de Bessie et membre fondatrice de EACH+EVERY; ancienne employée de la halte-accueil de Calgary (Calgary Drop-In Centre)
- Euan Thomson, fondateur de Raft Brew Labs et membre fondateur de EACH+EVERY

EACH+EVERY est un regroupement bénévole d'entreprises qui ont à cœur la réduction des méfaits. Les panélistes nous parleront des autres appels à l'action qu'ils ont lancés dans leur collectivité et de ce que peuvent faire les entreprises pour réclamer plus de sécurité et des changements de politiques.

Présentation:

- Les présentateur·trices commencent par une reconnaissance du territoire : la guerre contre la drogue a commencé avec la *Loi sur les Indiens*, qui interdisait aux Autochtones d'acheter de l'alcool. La prohibition est un moyen d'oppression encore utilisé aujourd'hui.
- 100 000 morts accidentelles par surdose, l'urgence de santé publique la plus importante en Amérique du Nord
- Position historique des entreprises sur la réduction des méfaits
 - Exemple : Hamilton Carpet One à Lethbridge a publié un vidéo filmé à l'extérieur du magasin pour dénoncer les personnes qui utilisent le SCS, car l'entreprise ne veut pas de ça dans sa communauté.
- La ritournelle des politiciens : c'est une entrave au commerce, « ça nuit aux entreprises »
- Ce discours est tout à fait faux.
- Les entreprises à proximité de SafeWorks nous appuient et désirent voir la bonification des services, et non leur diminution. Aucune entreprise de Calgary n'a affiché son opposition dans les médias cette année – contrairement à l'année passée.
- Les entreprises membres de EACH+EVERY gardent de la naloxone sur place et militent publiquement pour la cause.
- Notre réseau s'agrandit : 140 entreprises membres dans 6 provinces canadiennes. Bon nombre d'entre elles sont situées à proximité d'un SCS. Nous avons un rôle à jouer dans le soutien des SCS et de l'approvisionnement sécuritaire.
- Les entreprises peuvent afficher nos autocollants, en réponse à l'absence de mesures du gouvernement.
- Nous collaborons avec [AAWEAR](#), un groupe de revendication pour les personnes ayant une expérience concrète de la consommation en Alberta.
- Ils nous ont parlé de la réalité sur le terrain, de ce qu'il faut faire lorsqu'on trouve des seringues usagées et de la façon d'aider une personne qui aurait besoin de naloxone ou d'autres fournitures.

Questions:

Comment les entreprises intéressées à participer peuvent-elles s'inscrire?

- On peut devenir membre simplement en s'inscrivant sur le site Web : <https://www.eachandevery.org/>
- Vous pouvez également écrire à EACH+EVERY : contact@eachandevery.org

Comment une personne ayant une expérience concrète de la consommation peut-elle approcher les entreprises? En allant les voir directement? À l'occasion d'une réunion de la zone d'amélioration commerciale? En distribuant des brochures d'information? En personne? Accompagnée ou non d'alliés de la santé publique? Serait-ce utile que des premiers répondants soient présents? Serait-il mieux d'attendre que EACH+EVERY prenne l'initiative?

- Garth Mullins était notre invité vedette, il y avait des gens de l'Alberta – nous tentons de trouver des moyens pour rapprocher le monde des affaires et la communauté des personnes qui consomment des drogues.
- Nous avons contacté AAWEAR pour savoir comment nous pourrions aider.
- Au lieu d'appeler la police, ils savent qu'il faut appeler l'équipe DOPE. C'est un point important sur lequel nous pourrions davantage insister auprès de nos entreprises membres.
- C'est important de parler directement aux gens, d'apprendre à connaître les membres de la communauté et de les appeler par leur nom.

Croyez-vous que votre organisation encourage l'implication en réduction des méfaits? Y a-t-il plus de petites entreprises qui se concentrent réellement sur la réduction des méfaits que d'entreprises qui sont là pour faire des profits grâce à cette visibilité? C'est une bonne ou une mauvaise chose?

- Si on pense aux pharmacies... il est possible de faire des profits avec la réduction des méfaits (p. ex., distribution automatique d'opioïdes, services d'analyse de substances).
- La principale raison pour laquelle le gouvernement s'oppose au financement de la réduction des méfaits, c'est qu'il n'y a pas beaucoup d'argent à faire avec ça. À quoi ça sert si on ne peut pas en tirer profit?
- Ça doit être financé par des programmes de santé publique.

Pouvez-vous nous raconter ce qui s'est passé lorsque vous avez représenté la cause lors de la réunion du conseil municipal d'Edmonton? Quelle a été la réponse du gouvernement?

- La cellule d'Edmonton de Mom Stop the Harm a déposé une motion sur la possession. Nous étions parmi 13 intervenant-e-s, et quatre entreprises se sont présentées pour parler. La motion a finalement été adoptée par 11 voix contre 2 lors du vote final du conseil. Ce fut efficace et nous espérons voir quelque chose de similaire se produire à Calgary.
- Il ne s'est pas passé grand-chose depuis l'adoption de ces motions. C'est surtout symbolique. Nous espérons que le fédéral déclarera une urgence de santé publique et qu'il y affectera les ressources adéquates.
- Ça peut avoir une incidence de commencer au niveau municipal. Nous voulons exercer une influence à chaque palier de gouvernement, dans chaque province et chaque ville.
- Le gouvernement dit que ses politiques reflètent les désirs des entreprises, mais c'est totalement faux.
- Habeebah : Cet été, j'ai eu la chance de parler à beaucoup de conseillères et conseillers municipaux et à certain-e-s candidat-e-s à la mairie. Euan m'a donné un bon conseil, soit de poser une question très directe et de me montrer ouverte : quelle est votre position sur la crise des opioïdes? C'est intéressant de voir les réponses. Certain-e-s candidat-e-s nous soutiennent entièrement. D'autres se montrent plus réticent-e-s et parlent d'accroître la présence policière dans certains secteurs. Ce n'est pas la meilleure façon d'interagir avec les personnes qui consomment des drogues.

Trouvez-vous que les médias sociaux sont efficaces? Quelles sont les autres options?

- Je pense qu'ils ont certainement aidé. Ces dernières semaines, nous y avons présenté nos membres. Les gens visitent leur magasin pour cette raison : « Je viens parce que j'ai vu que vous appuyez la réduction des méfaits. »
- Les autocollants font jaser. Les employé-e-s demandent comment apporter leur soutien.

- Les gens retweetent, partagent nos publications. C'est la meilleure façon de faire entendre notre voix et notre message.
- Un regroupement en Australie veut s'associer avec nous. Plus nous avons d'interactions, plus nous nous rapprochons de l'essence de la réduction des méfaits. Nous croyons pouvoir faire passer le message ainsi.
- Les médias sociaux sont une excellente façon de rencontrer les gens. Nous nous en servons pour diriger le public vers de l'information et des sites Web qui expliquent que les sites de consommation sécuritaire sont des endroits qui permettent d'aiguiller les gens vers des ressources auxquelles ils n'auraient pas accès autrement (cartes d'identité, emploi), plutôt que des lieux où les gens vont pour se défoncer (le discours habituel).
- Nous collaborons avec quelques organisations pour créer une page-ressource sous forme d'infographie, avec un visuel attrayant, qui explique ce que sont les sites de consommation sécuritaire et la réduction des méfaits. Ça me ferait plaisir de vous la partager une fois prête.

Qu'en est-il des entreprises qui ne se sentent pas à l'aise d'être membres de EACH+EVERY (parce qu'elles sont situées dans des villes hostiles, par exemple)?

- Nous avons recruté des entreprises rurales. Un quart des intoxications aux drogues se produisent en milieu rural et dans les Prairies. On retrouve très peu de naloxone dans ces endroits, même que certaines pharmacies n'en proposent pas.
- Nous avons principalement dans notre mire les entreprises brassicoles, afin qu'elles s'adressent à leur réseau agricole. C'est une excellente avenue pour nous et une bonne façon d'obtenir des résultats.

Qu'en est-il des salles de bain?

- On n'en parle pas assez en général, elles sont peu accessibles aux personnes en situation d'itinérance ou marginalisées. Seringues dans les salles de bain, lumière bleue. Qu'en pensez-vous?
- Les stations de transport urbain équipées de lumière bleue qui empêchent les gens de trouver leurs veines : je veux que ce soit signalé, c'est sur notre liste de sujets.
- La ritournelle des médias : « fatigués des gens qui ramassent des seringues et des excréments autour du magasin ».
- Il s'agit de deux enjeux distincts : d'un côté, le besoin de refuges et d'hébergement, et de l'autre, le besoin de services de consommation supervisée. Les gens confondent ces deux questions.
- La question des toilettes est tellement importante. Ça présente également un problème pour les entreprises : on craint de devoir réagir à une surdose sans formation.
- C'est votre responsabilité municipale en tant que propriétaire d'entreprise. C'est également une question fiscale.
- Les priorités de la collectivité évoluent énormément : accès aux toilettes, à l'eau, à toutes sortes de ressources en général. Si nous élargissions ces critères à la naloxone, ce serait également utile.
- La naloxone est distribuée gratuitement – vous pouvez obtenir une formation par l'unité de santé. Si les critères pour la formation sur la naloxone pouvaient englober les entreprises et le secteur privé... il y a des critères qui empêchent les autres entreprises de pouvoir le faire.

Pouvez-vous nous parler de votre implication en dehors du secteur privé? De vos réussites et des choses que vous aimeriez partager sur le sujet?

- J'ai eu d'intéressantes conversations avec des conseillères et conseillers locaux, des infos sur des rencontres publiques organisées dans la ville, quelques appels avec trois candidat·e·s à la mairie – j'espère en avoir quelques-unes de plus pour connaître leur position. J'aimerais pouvoir dire que nous avons eu plus d'échanges avec eux, mais à l'approche d'une élection, nous ne pouvons pas parler de tout. J'aimerais avoir une discussion ouverte avec eux.

- J'ai parlé à quelques député·e·s au niveau provincial qui étaient ravis de savoir que nous sommes là – preuve que le milieu des affaires est avec nous et non contre la réduction des méfaits.

C'est formidable de voir le monde des affaires se joindre à la cause. Ensemble, nous sommes plus forts pour faire tomber ces barrières. C'est génial de recevoir ces intervenant·e·s, d'entendre leurs histoires et de constater leur courage!

Clôture de la rencontre :

- Clem invite à observer un moment de silence.

Liens et ressources :

- Le tweet de Jamie Livingston : https://twitter.com/dr_jdlivingston/status/1414964291023872000?s=20
- Le podcast Crackdown : <https://crackdownpod.com/>
- La lettre ouverte de EACH+EVERY : <https://twitter.com/EachAndEvery/status/1408422901150224386?s=20>
- Les conseils de Vancouver Coastal Health pour les toilettes, à l'intention des fournisseurs de service : <http://www.vch.ca/Documents/Washroom-Checklist-Service-Settings.pdf>
- Ligne de soutien par les pairs pour une consommation plus sécuritaire (Krasman Centre – Ontario) : tous les soirs de 20 h à 1 h, au 1-888-233-5633